

Cote du document: EB 2012/LOT/G.3
Date: 12 juillet 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur
Chef du secrétariat des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation d’approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	4
Annexes	
I. Trustees of Columbia University: Gestion des risques climatiques dans le secteur de l’agriculture avec l’établissement de sites de démonstration en République démocratique populaire lao, en Indonésie et au Bangladesh	5
II. Groupe microfinance participative pour l’Afrique (PAMIGA): Croissance responsable et durable de la microfinance rurale	11
III. Fondation Réseau de mise en œuvre de la collecte des eaux de pluie (RAIN): Collecte des eaux de pluie pour la sécurité alimentaire: mise en place d’un environnement institutionnel et politique favorable à l’adoption de cette pratique	19
IV. Entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes (ONU-Femmes): Programme d’amélioration des perspectives économiques pour les femmes rurales entrepreneurs de la région Amérique latine et Caraïbes	27

Sigles et acronymes

CCROM	Centre pour la gestion des risques et des nouvelles perspectives liés au climat
CINARA	Centre de recherche-développement pour l’eau potable, les systèmes sanitaires de base et la conservation des ressources en eau
DGIS	Direction générale de la coopération internationale des Pays-Bas
EAA	Eau et assainissement pour l’Afrique
IMAWESA	Programme d’amélioration de la gestion des eaux à usage agricole en Afrique orientale et australe
IRI	Institut international de recherche sur le climat et la société
IWMI	Institut international de gestion des ressources en eau
NAFRI	Institut national de recherche agricole et forestière
PAMIGA	Groupe microfinance participative pour l’Afrique
RAIN	Réseau de mise en œuvre de la collecte des eaux de pluie
3R	Recharge, rétention et réutilisation de l’eau
SearNet	Réseau d’Afrique australe et orientale pour la récupération de l’eau de pluie
WOCAT	Étude mondiale des approches et des technologies de conservation

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à des propositions de don, au titre du guichet mondial/régional, à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant quatre propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 5,84 millions d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Trustees of Columbia University; Groupe microfinance participative pour l'Afrique (PAMIGA); fondation Réseau de mise en œuvre de la collecte des eaux de pluie (RAIN); et Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - i) Trustees of Columbia University: Gestion des risques climatiques dans le secteur de l'agriculture avec l'établissement de sites de démonstration en République démocratique populaire lao, en Indonésie et au Bangladesh;
 - ii) Groupe microfinance participative pour l'Afrique (PAMIGA): Croissance responsable et durable de la microfinance rurale; et
 - iii) Fondation Réseau de mise en œuvre de la collecte des eaux de pluie (RAIN): Collecte des eaux de pluie pour la sécurité alimentaire: mise en place d'un environnement institutionnel et politique favorable à l'adoption de cette pratique;
 - iv) Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes): Programme d'amélioration des perspectives économiques pour les femmes rurales entrepreneurs de la région Amérique latine et Caraïbes.
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du Fonds ainsi qu'à la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009 est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou novatrices ainsi que des politiques et institutions propices, qui favorisent le développement agricole et rural, donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en

développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.

5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: a) les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA; b) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragées par le groupe cible et en son nom; c) l'aptitude des institutions partenaires à offrir une gamme de services d'appui aux populations rurales pauvres est renforcée; et d) l'assimilation des enseignements, la gestion des savoirs et la diffusion d'informations sur des thèmes liés à la réduction de la pauvreté rurale sont encouragées auprès des parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional
6. Les programmes proposés sont conformes à l'objectif et aux résultats escomptés de la Politique révisée du FIDA en matière de dons.
 - i) Le programme Gestion des risques climatiques dans le secteur de l'agriculture avec l'établissement de sites de démonstration en République démocratique populaire lao, en Indonésie et au Bangladesh appuie des recherches intéressantes pour les pauvres, qui visent à réduire les risques et la vulnérabilité et promeuvent des innovations susceptibles d'être transposées à plus grande échelle et la coopération Sud-Sud.
 - ii) Le programme Croissance responsable et durable de la microfinance rurale, qui est cohérent avec les objectifs stratégiques de la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons, concourt à la mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de finance rurale, car:
 - il contribue à renforcer les petits intermédiaires financiers ruraux, par le biais de fusions, d'acquisitions et de transformations institutionnelles favorables à l'établissement d'une bonne gouvernance et de systèmes efficaces, qui permettront à ces intermédiaires d'élargir leur rayon d'action et d'offrir des services aux ménages ruraux et aux entrepreneurs, de manière durable;
 - il prévoit le développement de produits de prêt destinés à financer des projets relatifs à l'eau et à l'énergie renouvelable dans les zones rurales avec, pour principal objectif, d'améliorer la productivité de la production agricole tout en préservant l'environnement local;
 - il appuie la création de plateformes technologiques afin de réduire les coûts de sensibilisation en milieu rural ou proposer de nouveaux services aux clients, tels que les transferts d'argent nationaux et internationaux; et
 - il vise à convaincre les intermédiaires financiers ruraux partenaires de s'engager à respecter des normes rigoureuses en matière de gestion de la performance sociale et à mettre en place des programmes d'éducation financière, à l'intention de leur personnel et de leur clientèle.
 - iii) Le programme Collecte des eaux de pluie pour la sécurité alimentaire: mise en place d'un environnement institutionnel et politique favorable à l'adoption de cette pratique adoptera des technologies et des approches novatrices axées sur le concept de recharge, rétention et réutilisation de l'eau (3R). Il promeut la récupération de l'eau de pluie, notamment pour la production vivrière, grâce à une collaboration avec d'autres organisations et réseaux partageant le même objectif et au renforcement de ces organisations et réseaux. Par ailleurs, le programme améliorera les capacités d'une vaste gamme de parties

prenantes. L'accès à l'information, aux savoirs et aux connaissances liés à la récupération de l'eau de pluie sera facilité pour les organisations et les personnes intéressées.

- iv) Le Programme d'amélioration des perspectives économiques pour les femmes rurales entrepreneurs de la région Amérique latine et Caraïbes est lié à trois des quatre résultats escomptés de la Politique révisée du FIDA en matière de dons.
- **Les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA**
 Les outils techniques qui seront utilisés sont bien connus, le caractère novateur de la conception du programme tient donc à l'approche adoptée qui cible directement les femmes rurales habituellement exclues et fait appel au processus d'apprentissage par l'action, en tant que mécanisme d'exécution, pour autonomiser progressivement les femmes et promouvoir des façons plus efficaces de combler l'écart qui persiste entre les sexes. Grâce au processus d'apprentissage, les femmes seront capables de communiquer leurs aspirations et leurs stratégies à différents niveaux institutionnels, à des fins de réflexion et d'apprentissage, elles forceront leurs interlocuteurs à considérer leurs points de vue et leurs intérêts avec davantage de respect, elles remettront en question les attitudes et les comportements établis et feront entendre leur voix dans les processus de décision institutionnels. La méthodologie des itinéraires d'apprentissage sera adoptée, entre autres outils, pour promouvoir et diffuser les innovations impulsées par les femmes, qui concernent le développement des entreprises, l'autonomisation économique des femmes et la citoyenneté active.
 - **La sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragés par le groupe cible et en son nom**
 La composante intitulée "voix et savoirs" vise spécifiquement à améliorer l'aptitude des femmes rurales entrepreneurs à lancer des actions collectives et à travailler avec une vaste gamme d'acteurs du secteur public et du secteur privé, en vue de modifier les processus de développement local et, plus largement, les politiques discriminatoires à l'égard des femmes.
 - **L'apprentissage sur la base des enseignements tirés de l'expérience ainsi que la gestion et la diffusion des savoirs en relation à la réduction de la pauvreté rurale sont encouragés auprès des parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional**
 L'assimilation des enseignements tirés de l'expérience et la diffusion des informations sont des activités essentielles du programme. La composante voix et savoirs permettra de générer, classer et diffuser les connaissances et les meilleures pratiques relatives à l'autonomisation économique des femmes. Les enseignements tirés du programme seront partagés au sein des institutions participantes et communiqués aux autres parties prenantes des pays de la région Amérique latine et Caraïbes, moyennant la publication de rapports et l'organisation d'ateliers et de manifestations au cours desquels les enseignements seront diffusés.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme Gestion des risques climatiques dans le secteur de l'agriculture avec l'établissement de sites de démonstration en République démocratique populaire lao, en Indonésie et au Bangladesh, accordera un don ne dépassant pas sept cent mille dollars des États-Unis (700 000 USD) aux Trustees of Columbia University, à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme Croissance responsable et durable de la microfinance rurale, accordera un don ne dépassant pas un million cent quarante mille dollars des États-Unis (1 140 000 USD) au Groupe microfinance participative pour l'Afrique (PAMIGA), à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme Collecte des eaux de pluie pour la sécurité alimentaire: mise en place d'un environnement institutionnel et politique favorable à l'adoption de cette pratique, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à la fondation Réseau de mise en œuvre de la collecte des eaux de pluie (RAIN), à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme d'amélioration des perspectives économiques pour les femmes rurales entrepreneurs de la région Amérique latine et Caraïbes, accordera un don ne dépassant pas deux millions cinq cent mille dollars des États-Unis (2 500 000 USD) à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Trustees of Columbia University: Gestion des risques climatiques dans le secteur de l'agriculture avec l'établissement de sites de démonstration en République démocratique populaire lao, en Indonésie et au Bangladesh

I. Contexte

1. En Asie du Sud et du Sud-Est, l'absence ou le retard de la mousson est susceptible d'avoir des conséquences graves sur les moyens d'existence et l'économie. Il arrive que les exploitants agricoles perdent toutes leurs récoltes, ce qui accroît la pauvreté des communautés, et que les répercussions sur l'économie nationale réduisent à néant des années de progrès accomplis sur la voie de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. La République démocratique populaire lao, l'Indonésie et le Bangladesh sont des pays où la population agraire est importante et où l'agriculture pluviale représente une proportion élevée de l'emploi rural. La forte exposition aux risques climatiques pose donc un problème critique à ces trois pays.
2. Selon les estimations actuelles de la Banque asiatique de développement, le pourcentage de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté national est égal à 27,6% en République démocratique populaire lao, à 13,3% en Indonésie et à 40% au Bangladesh, mais les incidences attendues du changement et de la variabilité climatiques risquent de faire augmenter ces chiffres. Beaucoup des incidences potentielles sont imputables à la variabilité du climat, notamment la multiplication des phénomènes destructeurs extrêmes et le démarrage précoce ou tardif ainsi que la durée imprévisible de la mousson. Pour garantir des rendements optimaux et la sécurité alimentaire, il peut s'avérer utile de recenser les risques à l'avance et de recourir à des options de gestion des risques, qui soient susceptibles de limiter les retombées négatives. Dans le cadre de ses activités, le programme s'emploiera à donner aux communautés vulnérables de la République démocratique populaire lao, d'Indonésie et du Bangladesh des informations concrètes sur le climat et à renforcer leur capacité à gérer les risques climatiques et à améliorer la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Le programme contribuera donc à consolider les moyens d'existence ruraux et il accordera une attention particulière aux groupes sociaux marginaux, notamment les femmes.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Le programme proposé vise à réduire les risques et la vulnérabilité et à promouvoir des innovations destinées à être transposées à plus grande échelle et la coopération Sud-Sud. Ces objectifs sont cohérents avec la Politique en matière de financement sous forme de dons, le Cadre stratégique et les priorités du FIDA. Les produits et les activités de formation du programme seront rattachés au Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique (exécuté par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO] et l'Association des travailleuses indépendantes), qui est financé par un don. De même, le programme entretiendra des liens avec les opérations ci-après, qui bénéficient d'un soutien du FIDA: le Programme communautaire de promotion de la sécurité alimentaire et des possibilités économiques – Soum Son Seun Jai en République démocratique populaire lao; le Projet national d'appui aux techniques agricoles au Bangladesh; et le Programme d'autonomisation rurale et de développement agricole dans le Sulawesi central, en Indonésie.

4. L'Institut international de recherche sur le climat et la société (IRI) fait partie des Trustees of Columbia University. Cet institut est une source d'information sur le climat qui fait autorité en la matière et qui s'est employé, d'emblée, à repousser les frontières de la science du climat et à développer l'aptitude à anticiper et gérer les risques et les nouvelles perspectives liés au climat dans les pays en développement. En tant qu'institut de recherche sur le climat, mondialement reconnu, et partenaire scientifique dans les projets de développement, l'IRI est associé à l'élaboration des politiques dans des domaines tels que l'agriculture, la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau et la gestion des risques de catastrophes. L'IRI adopte une approche globale de la gestion des risques climatiques, avec la production de données concrètes sur le climat et la diffusion d'une information facilement compréhensible et prête à l'emploi par les parties prenantes, et il a mis au point un ensemble d'outils d'adaptation tels que des calendriers de culture évolutifs ou des assurances indexées qui intègrent l'information pour contribuer à atténuer les risques encourus par les communautés vulnérables.

III. Le programme proposé

5. Globalement, le programme vise la production d'informations sur le climat, la mise au point d'outils d'appui à la décision et le renforcement des capacités qui sont requises pour que les exploitants agricoles et les hauts responsables gèrent mieux les risques associés à la variabilité et au changement climatiques. Il contribuera ainsi à accroître la production et la productivité agricoles et à améliorer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ruraux en République démocratique populaire lao, en Indonésie et au Bangladesh. Les groupes sociaux marginaux, en particulier les femmes, seront des bénéficiaires privilégiés du programme. Les objectifs spécifiques sont présentés ci-dessous.
6. **Objectif 1.** Par le biais de recherches conduites localement et en collaboration avec les parties prenantes lao, indonésiennes et bangladaises, renforcer les capacités de celles-ci concernant les techniques les plus récentes de génération de données sur le climat, afin que les agriculteurs, les organisations agricoles et les hauts responsables puissent planifier des mesures efficaces pour faire face aux incidences de la variabilité et du changement climatiques.
7. **Objectif 2.** Selon une approche fondée sur une concertation avec les parties prenantes, recenser les besoins spécifiques d'information sur le climat et les actions à réaliser, aux fins de la mise au point d'un outil d'appui à la décision qui incorpore les prévisions météorologiques dans la planification des cultures pour améliorer la gestion des risques agricoles, et concevoir des outils et des approches qui permettent d'intégrer la gestion des risques climatiques pendant les 30 prochaines années dans la planification agricole du Kalimantan du Sud et du Sulawesi central, en Indonésie. Conduire une analyse préliminaire des risques climatiques à Nusa Tenggara Timur, en Indonésie, et dans les provinces de Sayabouly, Oudomxay et Attapeu, en République démocratique populaire lao. Améliorer, dans le cadre d'une collaboration, l'outil d'aide à la décision dans le domaine agroclimatique, qui a été conçu par l'Institut national de recherche agricole et forestière (NAFRI), et l'utiliser à titre pilote dans la province de Sayannakhet. Évaluer la validité de cet outil dans les provinces de Sayabouly, Oudomxay et Attapeu. Formuler et utiliser des prévisions météorologiques intrasaisonniers au Bangladesh et évaluer l'assurance indexée en tant que stratégie de gestion des risques climatiques.
8. **Objectif 3.** Améliorer les capacités et l'information des agriculteurs, des organisations paysannes et des responsables nationaux et provinciaux concernant les méthodes et les outils de gestion des risques climatiques, par le biais de l'organisation de manifestations de renforcement des capacités Nord-Sud et Sud-Sud et de forums sur les politiques.

9. On trouvera dans les groupes cibles:
- Des agriculteurs et des organisations paysannes. Une attention particulière sera accordée aux ménages ruraux pauvres, et des efforts seront faits pour garantir la participation des ménages dirigés par une femme et des groupes marginaux. Les activités cibleront les exploitants agricoles du Kalimantan du Sud, du Sulawesi central et du Nusa Tenggara Timur en Indonésie; des provinces de Savannakhet, Sayabouly, Oudomxay et Attapeu en République démocratique populaire lao; et du district de Khulna au Bangladesh.
 - Les météorologistes qui travaillent dans les services, les universités et les instituts de recherche compétents en climatologie, dans les trois pays cibles.
 - Les responsables nationaux et provinciaux dans les secteurs de l'agriculture, du développement et de la planification.
10. Le programme, qui est prévu sur une durée de deux ans, est articulé autour de trois composantes: i) recherche appliquée; ii) mise au point d'outils de gestion des risques climatiques; et iii) renforcement des capacités.
11. Dans le souci de garantir l'utilisation efficace de l'information climatique et l'amélioration durable des pratiques de gestion des risques climatiques, les activités de renforcement des capacités sont au cœur du programme. Elles contribueront à sensibiliser les partenaires nationaux du programme et à renforcer leur aptitude technique et institutionnelle à produire des informations et des outils en matière climatique et à les mettre à la disposition des agriculteurs. Ceux-ci bénéficieront aussi d'une formation afin d'être en mesure d'interpréter les informations liées à la gestion des risques climatiques et à déterminer les mesures à prendre en conséquence, en fonction d'une information fiable sur le climat et d'autres critères de décision. Une approche Sud-Sud sous-tendra les activités de renforcement des capacités, ce qui permettra de tirer parti des capacités effectives de l'Indonésie en matière d'analyse climatique.

IV. Produits et avantages escomptés

12. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
- Des stratégies améliorées d'évaluation et de gestion des risques climatiques contribuent à accroître la production et la productivité agricoles, ce qui renforce la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ruraux dans des zones sélectionnées de la République démocratique populaire lao, d'Indonésie et du Bangladesh.
 - Grâce à une analyse climatique conduite en collaboration avec les partenaires du programme, la capacité des institutions météorologiques lao, indonésiennes et bangladaises à utiliser les nouvelles méthodes de prévisions météorologiques est renforcée.
 - La capacité des agriculteurs pauvres et des groupes marginaux, en particulier les femmes, à utiliser l'information climatique et à adopter les outils de gestion des risques climatiques est renforcée. Les outils seront conçus de manière à répondre aux besoins spécifiques des agriculteurs. La capacité des responsables à utiliser les outils d'aide à la décision est également renforcée.

V. Modalités d'exécution

13. Le programme sera exécuté par l'IRI, qui fait partie de l'Earth Institute. L'IRI a été créé en 1996, en vertu d'un accord de collaboration entre l'Université Columbia et l'Agence américaine responsable de l'étude de l'océan et de l'atmosphère, pour aider les pays en développement à mieux gérer les risques climatiques. Le personnel scientifique, les chercheurs et les membres des facultés travaillent sur des domaines très variés, notamment la modélisation et la prédiction du climat, la

surveillance de l'environnement, la télédétection, l'agriculture, la santé publique, la gestion des ressources en eau, l'économie des ressources et l'élaboration des politiques.

14. En 2008, avec le soutien de l'IRI, l'Institut Pertanian Bogor (une université indonésienne axée sur la recherche) a créé le Centre pour la gestion des risques et des nouvelles perspectives liés au climat (CCROM) en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique. Le CCROM s'efforce d'améliorer la capacité de l'Indonésie et d'autres pays de l'Asie du Sud-Est à gérer les risques climatiques. Fort de compétences essentielles dans les domaines suivants: climat, agriculture, foresterie, hydrologie, santé, télédétection et analyse sociale et économique, le CCROM travaille avec une série d'organismes publics, d'universités et d'ONG. Il est prévu que le CCROM soit le partenaire régional du programme.
15. Les autres partenaires du programme sont: le NAFRI (en République démocratique populaire lao), le WorldFish Center et des collègues du Programme du GCRAI sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire, au Bangladesh, ainsi que les programmes d'investissement du FIDA dans les trois pays cibles.
16. L'approche proposée reposera sur les recherches et l'analyse relatives aux risques climatiques dans le secteur agricole, qui seront conduites en collaboration avec les fonctionnaires locaux et nationaux et les groupements et organisations d'agriculteurs, afin de déterminer les problèmes et les besoins d'information aux fins de la mise au point d'outils permettant d'améliorer la gestion des risques climatiques ainsi que la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ruraux.
17. L'IRI soumettra un plan de gestion de la performance qui couvre toute la durée d'exécution du programme. Le plan précisera les valeurs de référence et les indicateurs utilisés pour mesurer les progrès accomplis dans toutes les activités en cours et spécifiera la façon dont les données seront collectées et analysées pour chaque valeur de référence et indicateur.
18. Pendant toute la durée d'exécution du programme, les partenaires inviteront les parties prenantes à formuler des avis sur les activités et les résultats du programme, afin de mieux comprendre ses retombées, de tirer des enseignements utiles et de déterminer les besoins ainsi que les perspectives d'extension des activités performantes à d'autres districts et à l'ensemble de la région. Le programme favorisera la naissance de communautés de pratique qui serviront de réseaux de diffusion des connaissances et qui plaideront pour le changement et relieront les communautés vulnérables aux savoirs, aux expériences et aux ressources, pour aider ces communautés à vivre dans de meilleures conditions. Divers types de plateformes et de forums, notamment des bulletins et des notes thématiques, contribueront à la diffusion des savoirs.
19. La gestion financière, les passations de marchés et la gouvernance se conformeront aux politiques et procédures financières des Trustees of Columbia University, qui sont cohérentes avec les procédures du FIDA en la matière. Lorsque des ressources seront transférées à des partenaires d'exécution, les Trustees of Columbia University (le bénéficiaire du don) seront responsables devant le FIDA de l'utilisation des ressources du don conformément aux dispositions de l'accord de financement et seront tenus de la justifier intégralement. Les accords conclus avec les partenaires refléteront cette obligation. Le bénéficiaire du don et ses partenaires d'exécution collaboreront dans le cadre de protocoles d'accord existants ou nouvellement établis.
20. Le FIDA supervisera directement le programme en effectuant, au minimum, une mission par an. La coordination des activités conduites par les partenaires sera assurée par un comité de programme conjoint, composé de représentants des institutions partenaires. Le comité se réunira sur le web (visioconférence), une fois tous les deux mois, pour examiner les progrès accomplis et traiter les problèmes

qui pourraient se poser. Le comité devra veiller à ce que les activités conjointes soient exécutées avec efficacité dans les limites du temps imparti.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

21. Il est demandé au FIDA de fournir un montant total de 700 000 USD pour appuyer le programme. Le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme des Nations Unies pour l'environnement devraient fournir un cofinancement en nature, équivalant à 140 000 USD. De plus, le bureau de l'Agence des États-Unis pour le développement international en Indonésie a récemment octroyé à l'IRI un don affecté aux recherches qui visent à améliorer la capacité de l'Indonésie à s'adapter aux risques climatiques et à les gérer efficacement. En République démocratique populaire lao, le NAFRI et le CCROM exécutent actuellement un projet d'assistance technique de la Banque asiatique de développement qui porte sur le renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique. Au Bangladesh, le programme bénéficiera de la coordination avec le Programme sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire du GCRAI. Les activités proposées ont été élaborées en consultation étroite avec les acteurs du programme du GCRAI, de manière à ce qu'il n'y ait pas de doublons entre les deux initiatives. Il est prévu que le FIDA applique à l'avenir les enseignements qui seront tirés de ces programmes. De plus, dans la mesure du possible, les partenaires du programme s'efforceront de tirer parti des fonds affectés aux activités de renforcement des capacités dans les domaines suivants: méthodes d'élaboration des prévisions météorologiques, calendriers des cultures évolutifs et assurances indexées.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Personnel	204	110
2	Frais de voyage	50	20
3	Formation/renforcement des capacités	71	10
4	Sous-traitance	295	-
5	Frais généraux	80	-
	Total	700	140

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Enhance climate risk assessment & management strategies to increase agricultural production & productivity to improve food security & rural livelihoods in select districts in Laos, Indonesia, & Bangladesh.	Capacity of the National Meteorological Agencies to provide quality climate information & of rural stakeholders to uptake this information is built and strengthened	<ul style="list-style-type: none"> • Baseline & evaluation surveys • Quarterly reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Access to quality data. • Strong forecast skill. • Continued government commitment to developing & providing climate forecasts.
Objectives	Through collaborative research, build the capacity of Met agencies and universities on the latest methods to generate climate information	10-20 staff in Meteorological Agencies and universities trained	<ul style="list-style-type: none"> • Workshop materials & reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Continued government commitment to developing climate forecasts.
	Through a stakeholder-focused approach (minority groups & women are targeted), identify needs for climate information	Rural farmers in demonstration sites are engaged to provide feedback on climate info needs	<ul style="list-style-type: none"> • Surveys • Meeting sign-in sheets 	<ul style="list-style-type: none"> • Economic & social stability in the demonstration sites.
	Enhance capacity of farmers, farmer organizations, & national & provincial-level policy-makers on climate risk management methodologies & tools	1000 Farmers trained in climate risk assessment & management strategies.	<ul style="list-style-type: none"> • Workshop materials & reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Economic & social stability in the demonstration sites.
Outputs	Met Agencies provide improved & usable climate information to target group farmers.	Development of seasonal & sub-seasonal probabilistic climate forecasts and delivery mechanisms	<ul style="list-style-type: none"> • Climate assessment reports & communication 	<ul style="list-style-type: none"> • Continued government commitment to developing climate forecasts.
	Target group has increased access & capacity to use climate information & tools.	1000 farmers in target villages receive climate advisory information, have access to CRM tools & participate in training events.	<ul style="list-style-type: none"> • Climate communication & tools • Workshop materials/reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Economic & social stability in the demonstration sites.
	Policy training and dialogues to integrate tools & science into the decision making process.	Consensus on the use of tools and & climate information in policy development - 30 policy makers	<ul style="list-style-type: none"> • Meeting sign-in sheets 	<ul style="list-style-type: none"> • Continued government commitment to developing climate forecasts.
Key Activities	Develop annual work plan, budget & performance monitoring plan (PMP)	IFAD approval of documents	<ul style="list-style-type: none"> • Work plan, budget and PMP 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD support for programme
	Training events for Met agencies, target group farmers, & policy makers	10-20 Met staff, target villages, & policy-makers trained	<ul style="list-style-type: none"> • Workshop reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Stakeholder participation
	Develop climate forecasts & tools	Forecasts & tools available	<ul style="list-style-type: none"> • Climate reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Government committed
	CRM action planning by target group	CRM action plans developed	<ul style="list-style-type: none"> • Action plans 	<ul style="list-style-type: none"> • Stability at demonstration sites
	Policy dialogue	Policy discussions/consensus	<ul style="list-style-type: none"> • Sign-in sheets 	<ul style="list-style-type: none"> • Government committed

Groupe microfinance participative pour l'Afrique (PAMIGA): Croissance responsable et durable de la microfinance rurale

I. Contexte

1. Le PAMIGA a été créé en 2006 pour contribuer à la libération du potentiel économique de l'Afrique subsaharienne, moyennant un appui au développement de la finance rurale. Pendant des années, les services financiers ont joué un rôle essentiel dans les zones rurales, car ils ont donné aux entrepreneurs et aux ménages les moyens d'investir dans leur propre croissance économique. Mais la finance rurale en Afrique reste hérissée de difficultés: la gamme de produits est encore limitée, la population touchée est loin d'être suffisante et les méthodes – fondées sur la solidarité et le bénévolat – perdent de leur pertinence et de leur efficacité. Les intermédiaires financiers ruraux, les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent innover pour accélérer le développement économique et la réduction de la pauvreté.
2. Pour rester utiles et efficaces, les intermédiaires financiers ruraux peuvent élaborer de nouvelles stratégies. Les principales pistes à suivre sont le changement d'échelle, la mise au point de nouveaux produits et l'utilisation des technologies. Le PAMIGA entend appuyer ce processus dans le cadre du programme proposé.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Le programme aidera un groupe de 14 intermédiaires financiers ruraux à: i) se transformer et/ou à fusionner; ii) mettre au point de nouveaux produits pour financer des projets relatifs à l'eau et à l'énergie dans les zones rurales; et iii) recourir aux technologies pour réduire les coûts et améliorer la qualité des services. Les intermédiaires financiers ruraux sont entièrement favorables à ces objectifs, puisque ce sont eux qui les ont définis lors de leur réunion en 2011 au Kenya.
4. **Fusion et transformation.** Pour rester ou devenir viables et changer d'échelle, les intermédiaires financiers ruraux doivent élargir leur base de clientèle, favoriser les synergies entre les zones rurales et urbaines et trouver de nouvelles sources de financement. À cet effet, beaucoup d'institutions ont conclu qu'elles devaient se transformer et/ou fusionner. La croissance des coopératives d'épargne et de crédit et des institutions financières à assise communautaire a des limites. Leur statut institutionnel implique qu'elles ne peuvent pas attirer les investisseurs et ne doivent compter que sur les cotisations de leurs membres et les dons pour constituer leurs fonds propres. La nouvelle loi promulguée en 2007 pour la région de l'Union économique et monétaire ouest-africaine ne limite plus la création des sociétés par actions; une évolution similaire du cadre juridique est attendue en Afrique du Centre.
5. **Produits destinés à financer des projets relatifs à l'eau et à l'énergie dans les zones rurales.** Bien que l'Afrique possède de très importantes ressources en eau, l'eau utilisée à des fins agricoles représente 90% environ de la consommation d'eau en Afrique, contre seulement 70% dans le monde entier, et près de 300 millions de ruraux africains n'ont pas accès aux infrastructures essentielles d'approvisionnement en eau. Une étude de marché réalisée par le PAMIGA montre que 80% de leurs clients ont en tête des projets d'aménagement hydraulique qui les aideraient à améliorer leur productivité. Mais, seuls 10% d'entre eux sont parvenus à obtenir un financement. Les intermédiaires financiers ruraux ont besoin de produits adaptés et de sources de financement pour appuyer de tels projets.
6. En ce qui concerne l'énergie renouvelable, il est souvent difficile d'étendre le réseau électrique aux zones rurales en raison de leur éloignement. C'est pourquoi

les ruraux recourent souvent à l'utilisation des combustibles fossiles. Des solutions novatrices, telles que les systèmes solaires, les éoliennes, les micro-installations hydroélectriques et le biogaz, ont été expérimentées dans plusieurs parties du monde. L'une des principales difficultés tient à l'absence des financements nécessaires pour acquérir le matériel. La microfinance peut résoudre ce problème.

7. **Technologies.** Les intermédiaires financiers ruraux reconnaissent que les nouvelles technologies ont potentiellement la capacité de réduire les coûts opérationnels et d'améliorer la qualité des services. Pour adopter de telles technologies, il faut investir dans les infrastructures, élaborer de nouveaux modèles d'entreprise et former le personnel. Les intermédiaires financiers ruraux ont souvent besoin d'une aide spécialisée extérieure pour introduire les technologies les plus efficaces et les adapter à leurs besoins.
8. Le PAMIGA a pour mandat de contribuer au développement et à la professionnalisation du secteur de la microfinance, en particulier dans les zones rurales. Fort de l'héritage de son fondateur, le Centre de recherches pour le développement international, le PAMIGA peut se prévaloir de plus de 25 ans d'expérience en matière de microfinance rurale, ce qui lui confère une compétence exceptionnelle dans le secteur et en fait une organisation de réputation mondiale. Pendant la première phase de ses opérations (2006-2011), le PAMIGA a mis sur pied un réseau de 14 intermédiaires financiers ruraux, avec l'appui du FIDA. Le programme proposé cible ces 14 intermédiaires financiers ruraux.

III. Le programme proposé

Stratégie, approche et méthodes

9. La stratégie a été formulée à l'issue d'une évaluation entreprise début 2011.
10. Pendant la première phase de ce programme, le PAMIGA a travaillé avec un groupe de 18 intermédiaires financiers ruraux, pour déterminer leurs besoins, élaborer des plans d'entreprise et expérimenter des méthodes (deux fusions sont bien avancées et un programme technologique a débuté).
11. Dans cette nouvelle phase (2012-2014), le PAMIGA aidera 14 intermédiaires financiers ruraux sélectionnés à: i) se transformer et/ou à fusionner; ii) mettre au point de nouveaux produits pour financer des projets relatifs à l'eau et à l'énergie dans les zones rurales; et iii) recourir aux technologies pour réduire les coûts et améliorer la qualité des services. Le programme encouragera aussi la gestion de la performance sociale et la mise en place de programmes d'éducation financière pour les clients.
12. Le PAMIGA investira dans certains de ces intermédiaires financiers ruraux et deviendra un membre actif de leur conseil d'administration. Le PAMIGA est le bénéficiaire du don mais les intermédiaires financiers ruraux sont les décideurs finaux.
13. Pour être plus proche des intermédiaires financiers ruraux partenaires, le PAMIGA a établi un pôle régional en Afrique de l'Ouest (Bamako) et il se propose d'en créer un autre, en 2012, en Afrique de l'Est (Nairobi). Le PAMIGA a intégré ses activités dans les stratégies nationales de microfinance.

Groupe cible

14. Le groupe cible (les bénéficiaires finaux) se compose de 500 000 membres de ménages ruraux – petits exploitants agricoles, femmes, jeunes et migrants saisonniers – participant aux activités économiques rurales. Plus de 40% sont des femmes et 30% sont des jeunes.
15. Le programme sera mis en œuvre avec des intermédiaires financiers ruraux organisés au sein d'un réseau qui couvre 10 pays subsahariens. Il s'agit d'intermédiaires financiers ruraux bien établis, qui existent depuis plus de 10 ans et

comptent chacun plus de 8 000 clients. Leur statut juridique est variable mais tous sont réglementés. La majorité d'entre eux sont rentables ou proches de la rentabilité et sont des acteurs importants sur leur marché.

Objectif global

16. L'objectif global est de contribuer à libérer le potentiel économique de l'Afrique rurale en promouvant la croissance des intermédiaires financiers existants qui travaillent dans les zones rurales.
17. Les principales parties prenantes sont les intermédiaires financiers ruraux, les membres des conseils d'administration, les gestionnaires et le personnel. Dans les pays où des fusions et des transformations sont prévues, les organismes chargés de la réglementation seront étroitement associés au processus. Les prestataires du secteur privé susceptibles d'assurer la fourniture de produits et de services ont été recensés.
18. En outre, les processus et les outils utilisés viendront s'ajouter aux savoirs gérés par le FIDA et ils seront valorisés dans les activités de finance rurale appuyées par le Fonds, notamment lors d'une manifestation panafricaine de parties prenantes.

IV. Produits et avantages escomptés

Effet 1: Les petits intermédiaires financiers ruraux sont renforcés par le biais de fusions et de transformations

19. Au cours des trois prochaines années, il est prévu d'appuyer 10 processus de fusion et/ou de transformation. Ces intermédiaires financiers ruraux auront instauré une bonne gouvernance et mis en place des systèmes performants qui leur permettront de changer d'échelle et de proposer des services aux ménages et aux entrepreneurs ruraux, de manière durable.

Effet 2: Des produits de prêt sont développés afin de financer des projets relatifs à l'eau et à l'énergie renouvelable dans les zones rurales en vue d'améliorer la productivité agricole tout en préservant l'environnement local.

20. Le programme aidera 11 intermédiaires financiers ruraux à fournir des fonds à 20 000 clients ruraux et à améliorer leur accès à l'eau grâce à l'octroi de prêts d'un montant moyen de 1 000 USD. Ces prêts concerneront quelque 180 000 personnes, y compris les ménages clients.
21. En outre, le programme exécutera à titre pilote une initiative portant sur l'énergie renouvelable. Dans le cadre de cette initiative, deux intermédiaires financiers ruraux partenaires réaliseront une enquête de marché, conduiront des expérimentations et présenteront les savoirs qui en seront tirés sous la forme d'un ensemble d'outils opérationnels.

Effet 3: Des plateformes technologiques ont été mises en place afin de réduire les coûts de sensibilisation en milieu rural ou proposer de nouveaux services aux clients

22. Le programme vise à aider six intermédiaires financiers ruraux à renforcer leur système informatisé d'aide à la gestion et à utiliser les technologies pour: i) mettre en place des systèmes de paiement nationaux et internationaux; et ii) améliorer la proximité en offrant des services à domicile.

Effet 4: Les intermédiaires financiers ruraux se sont engagés à respecter des normes rigoureuses en matière de gestion de la performance sociale et ont mis en place des programmes d'éducation financière à l'intention de leur personnel et de leurs clients

23. La plupart des intermédiaires financiers ruraux partenaires du PAMIGA ont déjà été évalués au moyen de l'indicateur de performance sociale. Le programme entend

aider ces intermédiaires financiers ruraux à actualiser leur évaluation en matière de performance sociale et à mettre en œuvre leur stratégie de gestion de la performance sociale. Le PAMIGA adhère à la Smart Campaign qui prône la protection des clients¹.

24. Fort du succès de son programme global d'éducation financière de 2010², le PAMIGA propose d'aider les intermédiaires financiers ruraux partenaires à élaborer des programmes d'éducation financière. L'éducation financière donne aux clients les connaissances, les compétences et la confiance dont ils ont besoin pour mieux gérer leurs dépenses et leurs revenus. L'éducation financière est également intéressante pour les intermédiaires financiers ruraux eux-mêmes, car l'information des clients contribue à prévenir les défauts de paiement.

V. Modalités d'exécution

Organisme d'exécution

25. Les experts de la microfinance qui participent à l'initiative du PAMIGA sont des responsables d'institutions de microfinance africaines importantes et prospères et des spécialistes chevronnés possédant une expérience pratique de la microfinance.
26. Le conseil d'administration du PAMIGA se compose actuellement de sept membres élus par les intermédiaires financiers ruraux partenaires. Le conseil est saisi semestriellement des rapports.
27. Le PAMIGA a son siège à Paris mais il a établi un bureau à Bamako, au Mali, en 2011, et il va en ouvrir prochainement un autre à Nairobi, au Kenya.
28. Les relations du PAMIGA avec les intermédiaires financiers ruraux partenaires sont fondées sur les principes suivants:
- les services financiers sont accessibles à tous pour répondre aux besoins d'un large spectre de clients par l'offre de produits adaptés;
 - les services financiers sont durables grâce à la réduction des coûts, au changement d'échelle et au recours aux technologies pour étendre et sécuriser les transactions;
 - les services financiers sont équitables, transparents et responsables; ils sont associés à une gestion de la performance sociale et environnementale; et
 - le renforcement et le partage des connaissances favorisent la diffusion des pratiques efficaces et responsables.
29. Pour appuyer les intermédiaires financiers ruraux, le PAMIGA a effectué avec succès plusieurs missions d'étude de marché et de développement de produits, qui ont débouché sur la mise au point de produits de prêt destinés aux entrepreneurs ruraux ou aux petits exploitants agricoles intégrés dans des filières au Burkina Faso, au Mali et au Cameroun. Au Burkina Faso, la fusion promue par le PAMIGA a été une réussite puisqu'elle a donné naissance à une nouvelle entité unique qui est en passe de devenir l'un des premiers intermédiaires financiers ruraux réglementés aux termes de la nouvelle loi.
30. Le PAMIGA fait équipe avec des groupes bancaires très puissants tels que BNP Paribas et la Fédération des Caisses d'épargne, qui fournissent une assistance technique dans plusieurs domaines pertinents.
31. En ce qui concerne l'eau et l'énergie renouvelable, les intermédiaires financiers ruraux sélectionneront les prestataires de services techniques spécialisés locaux, d'excellente réputation, avec lesquels ils collaboreront.

¹ Principes de protection des clients en microfinance; voir le site: <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.26.4943/>

² En 2010, le PAMIGA a lancé un programme global d'éducation financière dans quatre pays africains (Burkina Faso, Mali, Sénégal et Madagascar), qui a été financé par Monaco et a permis la formation de plus de 12 000 clients en six mois.

32. Le PAMIGA s'engage à transférer les compétences au personnel des intermédiaires financiers ruraux. À cet effet, il les dotera des outils appropriés et assurera un accompagnement pendant toutes les étapes du processus.

Gestion du programme

33. Le PAMIGA est responsable de la gestion administrative, financière et technique du programme. Le budget et le plan de travail annuels seront approuvés au début de l'année par le conseil d'administration.
34. Un comité directeur sera établi pour assurer la gouvernance, la surveillance, l'appui technique et pour améliorer l'efficacité sur le terrain. Il se composera des principales parties prenantes (représentants des intermédiaires financiers ruraux membres, "champions" sectoriels et partenaires techniques et financiers du programme, par exemple, les représentants régionaux du FIDA). Il s'étoffera encore dans le futur, par le biais de la création de liens entre les activités de renforcement des capacités et le portefeuille de prêts du FIDA, afin que les intermédiaires financiers ruraux fusionnés et regroupés, dont les capacités auront été renforcées, puissent atteindre effectivement un plus grand nombre de clients ruraux et afficher ainsi une plus grande efficacité.
35. L'initiative proposée est placée sous la direction de la directrice générale du PAMIGA, qui sera responsable des résultats obtenus et de la gestion administrative et financière du programme. Le PAMIGA se compose d'une directrice générale, de membres du personnel associés chacun à un objectif stratégique (des "champions") et de deux chargés des domaines transversaux, spécialisés en performance sociale et éducation financière des clients et en renforcement institutionnel et gestion des savoirs.
36. Tous les "champions" ont un solide bagage universitaire en matière de finance et d'administration des entreprises, une expérience étendue de la microfinance sur le terrain et une bonne expérience du secteur privé. Le personnel du PAMIGA établira les liens nécessaires avec les prestataires de services techniques.
37. Dans les pays où le FIDA appuie des projets isolés de services de finance rurale³, le programme veillera à créer avec eux des synergies dans les domaines thématiques clés que sont le développement de produits et le regroupement. Dans les pays où des projets de développement des filières agricoles sont exécutés par des institutions financières participantes⁴, le programme s'efforcera de créer des liens entre elles et les intermédiaires financiers ruraux renforcés ou d'épauler l'organisation et la mise en place d'une série homogène d'institutions financières, de manière à faciliter l'accès de tous les grands acteurs de la filière à des services financiers. Les savoirs accumulés seront partagés avec les équipes de pays des projets du FIDA et seront diffusés au niveau régional, dans des groupes de travail thématiques, à l'occasion d'ateliers régionaux et dans des publications. Des experts du PAMIGA participeront aux ateliers régionaux du FIDA, présenteront des études de cas, partageront leurs connaissances et contribueront aux publications du FIDA.

Suivi, évaluation et rapports

38. Le suivi des activités et des résultats du programme sera intégré dans le plan de travail et le budget annuels. Le FIDA assurera un suivi périodique des progrès dans le cadre de ses missions de supervision. Le PAMIGA soumettra des rapports sur l'état d'avancement du programme tous les six mois; le rapport annuel mettra en exergue les résultats obtenus.

³ Par exemple, le Programme d'intermédiation financière rurale en Éthiopie, le Programme de diffusion des innovations et techniques financières en milieu rural au Kenya, le Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale en République-Unie de Tanzanie, le Projet d'activités génératrices de revenus au Bénin, le Projet d'appui au développement de la microfinance rurale au Cameroun, le Programme de microfinance rurale au Mali et le Projet de promotion de l'entreprenariat rural – Phase II au Sénégal.

⁴ C'est-à-dire au Burkina Faso, au Togo, à Madagascar et au Rwanda,

39. Le PAMIGA et les intermédiaires financiers ruraux partenaires respecteront les normes en matière de suivi. Les intermédiaires financiers ruraux seront encouragés à envoyer des rapports annuels au Microfinance Information eXchange (MIX) Market (marché d'échange d'informations sur la microfinance) et des rapports semestriels au PAMIGA, pour que celui-ci puisse produire des valeurs de référence et analyser la performance.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

40. Le montant du budget de base du PAMIGA se chiffre à 1,4 million d'USD par an, environ. Le coût total du programme s'élève à 4,4 millions d'USD. Le FIDA fournit approximativement 25% (1,14 million d'USD) de ce montant total, ce qui couvre les coûts du programme liés au personnel, aux voyages et aux opérations. L'assistance technique est fournie selon le principe du partage des coûts avec les institutions de microfinance.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Personnel, coordination/gestion (y compris sous-traitance)	446 000	
2	Frais de voyage	106 000	
3	Dépenses de fonctionnement (y compris location de bureaux sur place, comptabilité et audit, etc.)	202 000	
4	Gestion des savoirs (y compris conférences et formation des clients des intermédiaires financiers ruraux, traduction)	66 000	-
5	Coûts spécifiques au projet	320 000	
	Total	1 140 000	3 260 000

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Contribute to unlock the economic potential in rural Africa, by promoting the growth of existing Rural Financial Intermediaries to serve rural areas.			
Objectives	1. Small RFIs are consolidated through mergers, acquisitions and institutional transformation			
Outputs	1. 1. Small RFIs merged and expand 1.2. Medium to large RFIs transformed into deposit-taking regulated entities 1.3. Knowledge is capitalized and shared	1.1. 5 Mergers and acquisitions are accompanied 1.2. 3 member RFIs are transformed 1.3. One active working group gathering all MFIs for KM	Regular project reporting On-going project monitoring	Commitment of RFIs to participate in the merger, acquisition and/or transformation process
Key Activities	1.1.1. Perform feasibility study for mergers 1.1.2. Develop business plans 1.1.3. Assist RFIs to attract investors for new entity 1.1.4. Provide TA to ensure sound governance 1.1.5. Assist in the process of license application 1.2.1. Perform a feasibility study 1.2.2. Develop a business plan 1.2.3. Assist the process of license application 1.2.4. Raise capital	1.1.1. 3 feasibility studies performed (n.b. 2 already performed) 1.1.2. 3 business plans developed (n.b. 2 already developed) 1.1.3. The 5 merged MFIs have sufficient funds 1.1.4. The MFIs have appropriate governance, policies, procedures 1.1.5. The 5 merged entities have applied for their licenses 1.2.1. 3 feasibility studies performed 1.2.2. 3 business plans developed 1.2.3. All (3) assisted transformations have applied for their license 1.2.4. They have sufficient equity, quasi equity ,debt funding	Feasibility study reports Business plans License application documents of new entities and/or transformed entities	
Objectives	2. Loan products are developed to finance rural water and renewable energy projects, to enhance productivity in agriculture production while preserving the local environment.			
Outputs	2.1. RFIs offer products to improve use of water 2.2. RFIs offer products to improve the use of renewable energy 2.3. Knowledge is capitalized and shared	2.1. 10 RFIs offer products in water financing; 8 000 water projects 2.2. 2 RFIs developed products in renewable energy financing 2.3. One active working group gathering all RFIs for KM	Regular project reporting On-going project monitoring	Continued commitment of RFIs Availability of qualified technical service providers specialized in rural water and renewable energy development projects
Key Activities	2.1.1. Perform market survey 2.1.2. Provide TA to develop credit products 2.1.3. Support in identifying engineer 2.1.4. Supply of the medium to long-term funding 2.1.5. Support in sensitising clients 2.1.6. Build knowledge around this programme 2.2.1. Perform market survey 2.2.2. Provide TA for a renewable energy product 2.2.3. Build knowledge around this programme	2.1.1. 10 market surveys 2.1.2. 10 water financing products developed and used 2.1.3. 10 RFIs with solid network of engineer partners 2.1.4. Enough funding secured to finance 8,000 water projects 2.1.5. 10 communication events organized 2.1.6. 1 toolkit on rural water financing to encourage replication 2.2.1. 2 market surveys 2.2.2. 2 RFIs having developed a renewable energy product 2.2.3. 1 toolkit on renewable energy financing	Market survey reports Range of products developed Water related projects financed Renewable energy projects financed	
Objectives	3. Technology platforms are in place to allow costs reduction in rural outreach as well as new services to clients such as domestic and international money transfers.			
Outputs	3. 1. RFIs strengthen their MIS 3.2. RFIs use technology to expand their outreach and diversify their product range 3.3. Knowledge is capitalized and shared	3.1. 10 RFIs with improved MIS 3.2. 6 RFIs using handheld devices and/or mobile banking and/or smart cards 3.3. One active working group of RFIs for KM	Regular project reporting On-going project monitoring	Continued commitment of RFIs Availability of qualified technical service providers

Key Activities	3.1.1. Provide TA to improve the use of MIS or upgrade it 3.2.1. Assist in selecting technology partners 3.2.2. Develop financial products using the new technology solutions 3.2.3. Build lessons learnt and share knowledge	3.1.1. 10 MFIs with improved MIS 3.2.2. 6 calls for proposal issued and partners selected 3.2.3. 6 proposals for new saving/loan/transfer/payment services involving new technologies 3.2.4. 6 lessons learnt written and disseminated. User friendly toolkits designed	Feasibility study reports MoU signed with RFIs	
Objectives	4. Loan products are developed to finance rural water and renewable energy projects, to enhance productivity in agriculture production while preserving the local environment.			
Outputs	4.1. RFIs are client-centred, monitor their social performance and build on results for more impact 4.2. RFIs provide high quality financial education to their clients	4.1. All of PAMIGA's partner RFIs performed a social performance assessment and are working on strategy to improve their SPM 4.2. All of PAMIGA's partner RFIs offer financial education to their clients on at least 2 of the Microfinance Opportunities modules	Regular project reporting On-going project monitoring	Continued commitment of RFIs to comply with high standards in social performance management and implement financial education programmes
Key Activities	4.1.1. Update/perform the SPI evaluation 4.1.2. Implement recommendations to improve SP 4.2.1. Provide training sessions on client education 4.2.2. Provide onsite support for RFIs 4.2.3. Provide financial support to train clients 4.2.4. Provide online support on financial education	4.1.1. SPI evaluation for all partner RFIs 4.1.2. SPM strategy for all partner RFIs 4.2.1. Client education training sessions for all partner RFIs 4.2.2. Online support provided to all partner RFIs to implement the tools and train 100 clients 4.2.3. Financial support for all RFIs to train 3,000 clients	SPI reports SPM strategies implemented Number of training sessions Number of clients trained	

Fondation Réseau de mise en œuvre de la collecte des eaux de pluie (RAIN): Collecte des eaux de pluie pour la sécurité alimentaire: mise en place d'un environnement institutionnel et politique favorable à l'adoption de cette pratique

I. Contexte

1. La collecte des eaux de pluie est souvent une source d'approvisionnement en eau qui est négligée. Or, elle est potentiellement très intéressante pour répondre aux besoins en eau et faire face aux pénuries d'eau qui ne cessent de s'aggraver dans le monde entier. Au cours des sept dernières années, la fondation RAIN a travaillé sur cette question en Asie du Sud et en Afrique de l'Ouest et de l'Est. Elle promeut une série de techniques adaptées au contexte qui peuvent être utilisées aux niveaux du ménage, de la communauté et du micro-bassin versant, pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau, que ce soit grâce à la réduction des pertes par évaporation et ruissellement ou que ce soit au moyen d'une récupération, d'un stockage et d'une utilisation efficaces. Il a été démontré que la pratique de la collecte des eaux de pluie avait une incidence sur la nutrition et la santé du fait de sa contribution à la production vivrière et à la sécurité alimentaire.
2. Le changement climatique, la baisse de niveau des nappes d'eau souterraine et l'augmentation de la demande en eau frappent de plein fouet un grand nombre de groupes vulnérables. La collecte des eaux de pluie est potentiellement capable d'atténuer ces effets et de garantir un approvisionnement stable et durable en eau, moyennant la gestion de réserves tampons et l'application du concept de recharge, rétention et réutilisation (3R) de l'eau. L'objectif de la fondation RAIN est de promouvoir la pratique de la collecte des eaux de pluie à l'échelle mondiale et, pour cela, de créer des liens entre les partenaires et les parties prenantes, de renforcer leurs capacités, d'encourager le partage des connaissances et des expériences et de lancer des approches novatrices en matière de récupération de l'eau de pluie.
3. La fondation a mis sur pied des réseaux nationaux et régionaux pour la collecte des eaux de pluie, accumulé de l'expérience et dégagé des pratiques performantes qui sont prêtes à être transposées à plus grande échelle. La présente proposition, qui est fondée sur les enseignements de ces six dernières années⁵, vise la mise en place d'un environnement institutionnel et politique favorable à l'intégration de la pratique de récupération de l'eau de pluie.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Le programme proposé est cohérent avec le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, car il vise la mise en place d'un environnement institutionnel et politique favorable à l'intégration de la pratique de récupération de l'eau de pluie et promeut son utilisation par les ménages, en vue de renforcer la base de ressources naturelles et d'actifs économiques, notamment pour améliorer la capacité de résistance face au changement climatique et la production vivrière. La proposition est alignée sur la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.
5. En ce qui concerne les résultats au niveau des politiques, le but est de renforcer la capacité des institutions partenaires à offrir une série de services aux ruraux pauvres. Ce but reflète les objectifs de la fondation RAIN, qui sont de contribuer à améliorer la production alimentaire grâce à la récupération de l'eau de pluie par les ruraux pauvres, et à la collecte, la structuration, la présentation et la diffusion des savoirs en la matière, à des fins de partage et d'apprentissage. Le programme est

⁵ Voir la brochure intitulée *RAIN Lessons Learned 2005-2010* et la vidéo, *Managing the Water Buffer for Development and Climate Change Adaptation. Groundwater Recharge, Retention, Reuse and Rainwater Storage*.

également aligné sur le plan de travail stratégique de la Division des politiques et du conseil technique (PTA) en matière de dons et les résultats attendus de la politique du Fonds en matière de dons. En ce qui concerne les thèmes de PTA, le troisième axe du présent programme consiste à concevoir et à promouvoir, par le biais de démonstrations, des approches novatrices susceptibles d'être transposées à plus grande échelle.

6. Le programme permettra au FIDA d'entrer dans un réseau mondial pour la collecte des eaux de pluie et d'accéder à des technologies, des approches et des outils novateurs et à une vaste gamme de publications, de manuels et de modules de formation. Il permettra aussi de renforcer des capacités relativement modestes dans le domaine de la récupération de l'eau de pluie et de répondre à la nécessité d'incorporer cette pratique dans les programmes intégrés de gestion des ressources en eau et dans les politiques, plans et programmes nationaux de gestion des ressources.
7. Le programme est cohérent avec le récent rapport du Forum économique mondial, intitulé *Charting Our Water Future: Economic frameworks to inform decision-making*, qui conclut que les parties prenantes du secteur de l'eau ne sont pas suffisamment interconnectées. Le rapport explique que la sécurité de l'accès à l'eau fait partie des défis sociaux, politiques et économiques les plus tangibles et les plus pressants auxquels nous soyons confrontés aujourd'hui et il souligne que sans un revirement radical de notre mode de gestion des ressources en eau, il risque d'être très difficile de relever les défis liés aux ressources associées, par exemple, produire des aliments en suffisance ou générer durablement de l'énergie pour la population mondiale.
8. Les publications d'excellent niveau et les expériences ne manquent pas, mais elles restent confidentielles; certaines ont même été complètement perdues. La pérennité des organisations qui s'intéressent à la pratique de la collecte des eaux de pluie représente un véritable problème: de nombreux acteurs clés de ce secteur ont disparu, emportant avec eux leurs savoirs et leurs réseaux. Dans le cadre du présent programme, la fondation RAIN vise à donner un coup de pouce à l'adoption et à l'adaptation de la pratique et à sa reproduction à plus grande échelle. À cet effet, elle s'appuiera sur l'expérience, l'information, les organisations, les réseaux et les communautés de pratique qui existent, elle s'alignera sur les tendances et répondra aux demandes. Les chargés de programme de pays du FIDA sont demandeurs d'un appui, en termes de matériel de formation, d'approches novatrices, de technologies, de système d'apprentissage et gestion des savoirs, dans le domaine de la récupération de l'eau de pluie.

III. Le programme proposé

9. Le programme a pour finalité de mettre en place un environnement institutionnel et politique qui favorise l'intégration de la pratique de la collecte des eaux de pluie et donne ainsi un plus grand poids à la contribution de cette pratique à l'amélioration de la production vivrière et de la sécurité alimentaire. Les objectifs du programme sont les suivants:
 - a) plusieurs réseaux existants sur la récupération de l'eau de pluie ont été mobilisés, renforcés, coordonnés et harmonisés et ils conduisent une action collective;
 - b) des systèmes d'apprentissage interinstitutions mondiaux, régionaux et nationaux sur la collecte des eaux de pluie ont été mis sur pied, renforcés et rendus fonctionnels; et
 - c) des approches novatrices de la récupération de l'eau de pluie sont mises au point/améliorées et mises en œuvre dans le cadre de projets de démonstration. Ces approches appuieront les objectifs 1 et 2.

10. Les premiers groupes cibles sont les réseaux nationaux et régionaux pour la récupération de l'eau de pluie⁶, les organisations de développement qui s'intéressent au problème de l'eau, le secteur public et les professionnels du secteur de la collecte des eaux de pluie. Le groupe cible secondaire se composera des grandes agences d'exécution et des gouvernements (par le biais de leurs politiques, de leurs plans et de leurs budgets).
11. Le programme aura une durée de trois ans et sera articulé sur trois grandes stratégies:
 - créer un environnement institutionnel et politique favorable à l'adoption de la pratique de la collecte des eaux de pluie – en insistant spécifiquement sur sa contribution à la production alimentaire;
 - améliorer la gestion des savoirs ainsi que l'information, les connaissances et les compétences relatives à la récupération de l'eau de pluie; et
 - utiliser les technologies et les approches novatrices pour la production alimentaire et la génération de revenus, en les transposant à plus grande échelle.

IV. Produits et avantages escomptés

12. Les produits attendus sont les suivants:
 - une vision commune de la façon d'intégrer la pratique de récupération de l'eau de pluie, l'organisation conjointe de conférences sur cette pratique, des actions de promotion et des politiques;
 - une meilleure coopération entre les réseaux pour la collecte des eaux de pluie, au niveau de leur portefeuille;
 - une meilleure coordination des programmes relatifs à la collecte des eaux de pluie, au niveau opérationnel;
 - la création d'une communauté de pratique sur la collecte des eaux de pluie;
 - une meilleure information et sensibilisation concernant la récupération de l'eau de pluie: pratiques optimales, enseignements tirés de l'expérience et modèles;
 - des mécanismes actualisés en permanence pour refléter les dernières évolutions, et le lancement d'actions collectives et d'initiatives;
 - la poursuite de l'expérimentation, de la mise en œuvre et de la promotion de l'approche des services d'approvisionnement en eau à usage multiple et de l'approche 3R, dans le cadre de projets de démonstration réalisés dans la Corne de l'Afrique, l'Afrique de l'Ouest et la région Amérique latine et Caraïbes;
 - la mise au point de nouvelles technologies de récupération de l'eau de pluie et la réduction des coûts, grâce à la recherche-action; et
 - l'expérimentation, la mise en œuvre et la promotion de technologies de récupération de l'eau de pluie novatrices, fondées sur des modèles financiers innovants.
13. Les avantages/effets directs sont les suivants:
 - plusieurs organisations et réseaux liés à la pratique de la collecte des eaux de pluie ont été renforcés, se sont alliés et sont devenus collectivement plus efficaces et performants pour promouvoir cette pratique et lui donner un plus grand poids, notamment dans le contexte de la production alimentaire;

⁶ Il est prévu de couvrir initialement quelque 15 réseaux dans cinq pays cibles, ce qui représente 840 000 personnes.

- l'information, les compétences et les savoirs relatifs à la récupération de l'eau de pluie ont été accumulés et mis à disposition (à l'intention des organisations et des individus intéressés), d'une manière accessible;
- le potentiel de la pratique de la collecte des eaux de pluie est démontré, grâce à des technologies, des approches et des outils novateurs, accessibles et peu onéreux, qui encouragent son adoption à grande échelle; et
- les capacités d'un large éventail de parties prenantes ont été renforcées.

V. Modalités d'exécution

14. La fondation RAIN sera chargée de la coordination des activités du programme. Elle sera aussi la bénéficiaire des fonds fournis par le FIDA et les autres organisations qui contribuent au programme. Dans le but de travailler avec les utilisateurs, les communautés et les comités de gestion de l'eau, la fondation créera des structures de collecte des eaux de pluie pour l'accès à l'eau et le renforcement des capacités. Elle travaillera aussi avec des partenaires d'exécution qui ont été formés aux approches et aux méthodologies de la récupération de l'eau de pluie (ainsi, une formation a été assurée dans des centres d'expertise en collecte des eaux de pluie, à l'intention de partenaires d'exécution tels que CARE, WaterAid, Helvetas Swiss Intercooperation, Eau et Assainissement pour l'Afrique⁷ [EAA] et International Development Enterprises [IDE]). De plus, la fondation s'emploie à créer des centres d'expertise en collecte des eaux de pluie dans chaque pays du projet (Helvetas Swiss Intercooperation au Mali, WaterAid/EAA au Burkina Faso, Hararghe Catholic Secretariat/Research-inspired Policy and Practice Learning in Ethiopia and the Nile Region [RiPPLE] en Éthiopie et l'Association kényane pour la collecte des eaux de pluie/le réseau d'Afrique australe et orientale pour la récupération de l'eau de pluie [SearNet] au Kenya). La fondation est convaincue que les opérations qui sont conduites à la base sont la clé de l'adoption de la pratique de récupération de l'eau de pluie à plus grande échelle. Outre les principaux partenaires mentionnés plus haut, la fondation RAIN continuera à multiplier les acteurs locaux pour intensifier son impact au maximum. Plus spécifiquement, cela signifie qu'elle s'efforcera de conclure des alliances d'apprentissage avec les organisations communautaires locales, les ministères chargés de l'eau, les ambassades, les instituts de recherche nationaux et qu'elle nouera des liens avec les réseaux régionaux tels que SearNet, EAA et le Centre de recherche-développement pour l'eau potable, les systèmes sanitaires de base et la conservation des ressources en eau (CINARA).
15. De plus, la fondation prévoit de travailler avec les secteurs public et privé. Elle envisage notamment de conduire des activités d'apprentissage, de liaison, de collecte de données et de renforcement des capacités avec des instituts détenteurs de savoirs tels que le Centre international de l'eau et de l'assainissement, l'université de Wageningen et l'université de Warwick. La coopération avec les collectivités locales et le secteur privé sera renforcée pour faire apparaître l'importance et le potentiel de la pratique de récupération de l'eau de pluie (par exemple, au Népal, le centre d'expertise en collecte des eaux de pluie est membre du comité directeur qui est parvenu à promouvoir une politique nationale relative à la pratique de récupération de l'eau de pluie). Les modèles de financement devront être ajustés (par exemple, avec le recours aux institutions de microfinance) pour garantir l'autonomie. En outre, le consortium 3R, qui est composé d'Acacia Water, MetaMeta, la fondation RAIN et Aqua for All, encouragera la participation du secteur privé au programme.
16. Dans le programme proposé, les réseaux internationaux pour la collecte des eaux de pluie représentent un groupe cible fondamental. Le programme renforcera les réseaux tels que l'International Rainwater Catchment Systems Association en Asie,

⁷ Anciennement appelé Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement (CREPA).

EAA en Afrique de l'Ouest, SearNet en Afrique de l'Est et le CINARA en Amérique latine et les mettra en contact avec d'autres parties prenantes du secteur de l'eau (tels que ONU-Eau, l'Institut international de gestion des ressources en eau [IWMI], WaterAid, le Rural Water Supply Network, le Conseil des ministres africains chargés de l'eau, le Partenariat mondial pour l'eau et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance). Le programme s'efforcera aussi de nouer des liens avec des parties prenantes des domaines de la sécurité alimentaire et de la production vivrière, telles que le Programme d'amélioration de la gestion des eaux à usage agricole en Afrique orientale et australe (IMAWESA), l'Étude mondiale des approches et des technologies de conservation (WOCAT), le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le FIDA (par exemple, dans le cadre des initiatives qui visent à faire reverdir le Sahel) et les banques régionales de développement concernées. Cette multiplicité de parties prenantes de tous horizons (exécutants, chercheurs, praticiens, communautés, donateurs, etc.) et l'accent mis sur l'harmonisation, la liaison et l'apprentissage visent l'établissement d'une masse critique qui accumule suffisamment de capacités et de réussites démontrées pour donner une impulsion à l'adoption de la pratique de récupération de l'eau de pluie.

17. L'exécution du programme devrait débuter au cours du troisième trimestre 2012. Le premier trimestre sera consacré au lancement du programme et à l'établissement de la coopération avec les parties prenantes ciblées. Pendant le premier trimestre 2013, un système de gestion des connaissances ainsi qu'un mécanisme d'échange des savoirs seront mis en place, une communauté de pratique sera établie et l'exécution des projets de démonstration débutera. Pendant toute la période d'exécution, des activités seront réalisées pour renforcer les liens entre les parties prenantes de la pratique de récupération de l'eau de pluie.
18. Le suivi et évaluation reposera sur des indicateurs de performance par activité ou par résultat, qui auront été prédéfinis. Tous les rapports sur l'état d'avancement seront structurés autour de ces indicateurs. Tous les six mois, les membres, les partenaires et les bénéficiaires du programme évalueront leurs résultats par rapport aux indicateurs et en rendront compte sur l'Internet. Le programme prévoit une évaluation et un examen collectifs des résultats par les principaux acteurs, en vue d'améliorer les approches et de définir de nouveaux objectifs. Cette démarche inhérente au programme appuiera le principal objectif de celui-ci pour ce qui est du partage et de la production de savoirs.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

19. Le FIDA contribuera au programme à hauteur de 1,5 million d'USD. La fondation RAIN a mobilisé un cofinancement de la Direction générale de la coopération internationale des Pays-Bas (DGIS).
20. Dans la mesure où il s'agit d'un programme de renforcement du travail en réseau, qui met l'accent sur la mise en place d'un environnement favorable à l'adoption de la pratique de récupération de l'eau de pluie, la plupart des fonds seront affectés à des actions collectives, à l'apprentissage, à la gestion des savoirs et aux mesures incitant d'autres entités à intégrer la pratique de la collecte des eaux de pluie dans leurs portefeuilles, leurs politiques, leurs plans et leurs budgets.
21. La fondation est déterminée à mettre au point des méthodes et des approches novatrices fondées sur l'expérience de la réalité. Par conséquent, l'exécution est un élément capital. La composante d'exécution (incluse dans les investissements présentés dans le tableau ci-dessous) est principalement financée par la DGIS. La composante d'investissement du FIDA concerne essentiellement les mécanismes de technologies de l'information de la plateforme d'apprentissage, le projet relatif à la collecte des eaux de pluie et au biogaz au Burkina Faso, des éléments techniques

des médias sociaux et l'insertion de modules consacrés à la récupération de l'eau de pluie dans des plateformes d'information existantes (par exemple le Portail de l'eau d'IWMI, d'IMAWESA et de WOCAT).

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement*</i>
1	Matériel	245 807	1 216 800
2	Frais professionnels et frais de voyage	461 825	84 500
3	Audits, évaluation externe, supervision, appui, logistique, traductions	94 900	-
4	Gestion des savoirs et apprentissage	584 968	720 850
5	Dépenses de fonctionnement**	112 500	91 494
	Total	1 500 000	2 113 644

* Le calcul de la contribution de la DGIS suppose un taux de change USD-EUR stable.

** Le suivi et évaluation est inclus dans les coûts de fonctionnement et les audits.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	RAIN's main objective is developing the institutional and policy context for mainstreaming RWH, thereby boosting the role of RWH for an enhanced food production and food security	No of water policies developed No of organizations that have adopted RWH	Public policy scan on water policies, laws and regulations	Baseline is undertaken.
Objectives	1. A range of existing RWH networks are mobilized, strengthened, coordinated, harmonized and undertake collective action; 2. Global, regional and national inter-institutional learning systems on RWH are developed, strengthened and functional; 3. Innovative RWH approaches are developed/reinforced and implemented through demonstration projects. These approaches are input to and support objectives 1 & 2.	1. No of organizations / networks that undertake collective action 2. Number of RWH networks strengthened 3. No of active member(s) organization(s) 4. No of documented exchanges of info/experiences between RWH actors 5. Functional learning system 6. No of RWH approaches developed/reinforced	1. Documented collective RWH actions 2. Increased budget and number of activities of RWH actors 3. Member list 4. Increase in RWH learning-sharing activities in regions.	Willingness of RWH stakeholders to participate and learn
Outputs	<p><u>Outcome 1: RWH boosted for Food Security:</u></p> <p>1.1. A common vision on mainstreaming RWH, initiating shared agendas, joint RWH conferences, promotion and policy influencing, outreach and fundraising; 1.2. Increased cooperation amongst RWH networks to encourage larger implementing agencies to integrate RWH in their portfolios and integrated approaches and develop partnerships for up-scaling; 1.3. Increased RWH programme coordination at operational level;</p> <p><u>Outcome 2: RWH information taken-up:</u></p> <p>2.1. RWH community of practice initiated, applying continuous and interactive linking and learning systems; 2.2. Generating increased knowledge and awareness around RWH: best practices, lessons learned, models and relevant knowledge documented, updated, published and adequate dissemination mechanisms ensured;</p>	<p>1.1. Increased number of activities and budget of RWH members/networks 1.2. No of periodical meetings 1.3. No. of collective activities between RWH networks (conferences, promotion material, promotion and advocacy).</p> <p>2.1. Functional and shared/ used knowledge management and learning systems 2.2. RWH related organizations are satisfied with collective action, coordination, KM systems 2.3. No. of publications. 2.4. No. of stakeholders reached with information.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation RAIN programme and yearly progress report of RAIN • Survey of performance of project amongst stakeholders on the 3 main objectives, i.e. ask users of learning systems • Functioning LS/database/website • Mid-term and end-term evaluations of demonstration projects 	<p>SDC study on RWH is available</p> <p>Continuous dialogue is needed</p> <p>Willingness of RWH stakeholders to participate in the survey</p>

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	<p>2.3. Update mechanisms on latest developments, collective actions, initiatives;</p> <p><u>Outcome 3: Innovation potential of RWH tapped:</u></p> <p>3.1. The MUS and 3R approach are further tested, implemented and promoted through demonstration projects in the Horn of Africa, West Africa and LAC;</p> <p>3.2. RWH technologies are further developed and costs reduced by action research;</p> <p>3.3. Innovative RWH technologies are tested, implemented and promoted, based on innovative financial models</p>	<p>2.5. Web- statistics.</p> <p>3.1. Documentation of best practices and successful approaches.</p> <p>3.2. RWH life cycle costs reduced</p> <p>3.3. No. of MUS and/or 3R RWH projects.</p> <p>3.3 No. of RWH projects financed with innovative financing</p>		
Key Activities	<p>1. At Global level relevant parties will be identified and connected. Gaps in global network coverage will be identified and mechanisms will be installed to collect and maintain up to date information through a sharing and linking platform.</p> <p>2. At Regional level the focus will be on gathering, structuring, packaging and offering relevant knowledge and experiences to support the specific needs of the regional partners, including IFAD country offices.</p> <p>3. At National level RAIN will work in 4 countries, with a focus on strengthening local capacities, initiating projects with a strong demonstrative / innovative character and developing and sharing training packages for regional use.</p>	Plan of Work and Budget		

n.b. After start-up logframe will be simplified, mitigation measures included and number of indicators limited.

Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes): Programme d'amélioration des perspectives économiques pour les femmes rurales entrepreneurs de la région Amérique latine et Caraïbes

I. Contexte

1. Dès les années 1990⁸, la Division Amérique latine et Caraïbes (LAC) du FIDA a élaboré et mis en œuvre des stratégies et des programmes visant à autonomiser les femmes et à combler le fossé qui existe entre les sexes dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural. La plupart des projets financés par le FIDA dans la région ciblent les femmes rurales au même titre que les hommes et comportent des mesures qui ont été définies dans le Cadre pour l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans les opérations du FIDA. Ces mesures prévoient notamment la fixation de quotas et le recours à la discrimination positive pour que les femmes et les hommes aient les mêmes possibilités de participer aux activités du projet; des formations de sensibilisation à la problématique hommes-femmes; le recrutement de spécialistes des questions de parité hommes-femmes dans les unités de gestion de projet; et la génération de savoirs, l'appui à l'analyse des politiques et le plaidoyer pour lutter contre les inégalités hommes-femmes. La Division LAC et ses partenaires d'exécution continuent à travailler de concert afin que les questions de parité hommes-femmes soient prises en compte à tous les stades du cycle de projet, depuis la conception jusqu'à l'exécution et l'évaluation.
2. Malgré ces efforts, les femmes rurales de la région restent marginalisées dans le processus de développement. Leur contribution potentielle à l'économie rurale est loin d'être suffisamment réalisé, de nombreuses contraintes faisant obstacle à leur pleine participation. Par rapport aux hommes, les femmes entrepreneurs ont plus de difficultés à accéder aux ressources, aux biens et aux services qui sont nécessaires au développement et à la consolidation de leurs activités économiques. De ce fait, les entreprises rurales gérées par des femmes tendent à être informelles, plus petites, moins productives, médiocrement rentables et plus risquées. Il est donc important d'étudier de nouvelles approches permettant d'aider les femmes, afin d'apprendre comment les opérations de développement sont susceptibles de renforcer les capacités des femmes, que ce soit pour tirer parti des débouchés et des mesures d'incitation à la production, ou pour influencer les processus publics de prise de décision relatifs à la planification du développement, notamment local, en vue d'améliorer et de développer leurs entreprises.
3. Compte tenu du mandat spécifique et de la spécialisation de ONU-Femmes, un partenariat avec cette organisation donne au FIDA une chance unique d'agir plus en profondeur et de donner des réponses concrètes aux questions suivantes: comment soutenir plus efficacement l'esprit d'entreprise chez les femmes et promouvoir leur autonomisation économique.
4. La recherche-action, telle qu'elle est conduite dans ce programme, n'est pas une activité essentielle du programme de travail de ONU-Femmes, dont l'avantage

⁸ En 2000, la Division LAC a lancé le Programme régional de renforcement des stratégies destinées à promouvoir l'égalité hommes-femmes dans les projets financés par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes (PROGENDER), en tant que deuxième phase du Programme de renforcement de l'équité entre les sexes dans les projets du FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes (PROSGIP) (1997-2000). L'objectif de PROGENDER était de **renforcer l'égalité hommes-femmes**, du point de vue de l'accès aux droits élémentaires (éducation, santé, participation, etc.) et aux ressources productives (terres, crédit, etc.), **et de contribuer à combler l'écart entre femmes et hommes dans les projets et programmes financés par le FIDA dans la région Amérique latine et Caraïbes**.

comparatif est lié avant tout à la concertation sur les politiques, à l'action en tant que groupe de pression, au travail en réseau et à la gestion des savoirs. La valeur ajoutée que cette organisation apporte au partenariat tient à: i) l'ensemble des connaissances qu'elle a accumulées sur un large éventail de questions liées à la fois au développement et aux femmes; ii) sa présence dans les pays participants; iii) les alliances stratégiques qu'elle a conclues avec plusieurs institutions et acteurs – organes législatifs et exécutifs, société civile et, dans le secteur privé, banques, établissements universitaires et organisations de femmes – qui sont indispensables à la réalisation d'actions concrètes et à la consolidation des processus; iv) sa bonne réputation auprès des gouvernements, des organisations de la société civile et des donateurs; et v) son expérience concernant l'utilisation de la planification et du plaidoyer fondé sur des faits pour étayer les politiques et les programmes, le suivi et l'analyse des incidences des politiques, et la collecte et l'analyse des données. Cet avantage comparatif complétera les compétences opérationnelles que possède le FIDA en matière de promotion des entreprises dans les groupes ruraux vulnérables.

5. Les trois pays participants (Mexique, Guatemala et Nicaragua) ont été sélectionnés en fonction d'un ensemble de critères: i) proximité géographique des trois pays pour minimiser les coûts opérationnels; ii) ampleur des inégalités économiques entre zones urbaines et zones rurales; iii) présence de projets financés par le FIDA et ONU-Femmes, qui appuient des entreprises de groupements de femmes; et iv) importance numérique des groupes cibles (femmes autochtones et d'ascendance africaine).

II. Justification et pertinence pour le FIDA

6. Le programme mise sur les femmes rurales pour lutter contre la pauvreté, ce qui est cohérent avec le mandat unique du FIDA: "Améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et œuvrer pour que les populations rurales, femmes et hommes, se libèrent de la pauvreté" (Cadre stratégique 2011-2015). Parmi ses principes d'action, le programme préconise l'amélioration des perspectives socioéconomiques des femmes et le renforcement de leur capacité à participer aux processus publics de prise de décision, en vue de combler le fossé hommes-femmes. Étant donné que les femmes rurales jouent un rôle déterminant dans l'agriculture et l'économie rurale, il est essentiel qu'elles fassent entendre leur voix dans les processus publics locaux de prise de décision et, en conséquence, dans la concertation sur les politiques, en particulier celles qui s'appliquent à la prestation de services et aux investissements publics et privés.
7. Le programme est également cohérent avec trois des six domaines thématiques stratégiques du Plan de travail stratégique de l'institution en matière de dons (comprendre, innover, éclairer l'élaboration des politiques, centrer les efforts sur les femmes rurales jeunes)⁹, qui ont été retenus pour orienter le programme de dons de la Division LAC pendant la période 2010–2012. En accord avec ces domaines thématiques, le programme consistera à "comprendre", par le biais de la recherche-action, puis à examiner les diverses approches permettant de promouvoir les entreprises des femmes rurales, aux fins de la mise au point d'outils concrets et pratiques susceptibles d'étayer la conception et l'exécution de projets qui tiennent mieux compte de la problématique hommes-femmes. Les femmes ciblées joueront un rôle central dans la mise au point de ces outils. Le processus d'apprentissage comportera la réalisation d'activités appuyant directement le développement de 180 entreprises qui appartiennent et sont gérées par des groupements féminins au Mexique, au Guatemala et au Nicaragua. Pendant

⁹ Ces domaines thématiques sont: i) la transposition à plus grande échelle des pratiques novatrices afin d'influencer les processus de développement plus généraux; ii) les processus d'élaboration des politiques relatives à la pauvreté et au développement dans les zones rurales; et iii) la promotion de l'esprit d'entreprise chez les jeunes, et plus particulièrement les jeunes femmes.

l'exécution, en s'efforcera de tirer des enseignements de l'application des diverses approches, en suivant leurs produits et leurs effets. Le programme fournira des éléments utiles pour l'élaboration des politiques, car il donnera aux femmes la possibilité de participer à la concertation publique, par exemple dans les processus de planification et de prise de décision relatifs au développement local, d'exprimer leurs points de vue et de provoquer des changements propices à la création de débouchés pour les entreprises rurales. Les savoirs qui auront été générés seront partagés avec les projets du FIDA exécutés dans la région. Le programme est donc extrêmement intéressant pour le Fonds et son groupe cible.

8. De plus, le programme est cohérent avec les objectifs et les domaines prioritaires de la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (approuvée en avril 2012) parce qu'il attribue une place importante à la création de richesses pour les femmes rurales défavorisées. Cette démarche aidera le FIDA à faire progresser, dans ses opérations, la réalisation de ses objectifs de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. Le programme vise spécifiquement à améliorer l'intégration des femmes dans les filières et à leur donner un meilleur accès au marché afin qu'elles deviennent des acteurs économiques et des entrepreneurs à part entière dans l'économie rurale. L'un des principaux objectifs de la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est de promouvoir cette autonomisation en profondeur et, à cet effet: i) d'améliorer la rentabilité et la viabilité des activités économiques des femmes dans les secteurs de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles et de l'économie rurale hors exploitations; ii) de faire mieux entendre la voix des femmes et d'accroître leur influence dans les institutions rurales; et iii) de réduire les corvées effectuées par les femmes. La politique concernant l'égalité des sexes souligne aussi qu'il est important d'investir dans la génération et la gestion des savoirs ainsi que dans les activités de concertation sur les politiques, pour élaborer et diffuser des supports de connaissances et transposer à plus grande échelle les meilleures pratiques.
9. Le programme est aligné sur la Politique du FIDA relative aux entreprises rurales (2003), qui souligne combien il est important d'améliorer l'accès des femmes au marché et de faire en sorte que leurs activités soient plus fructueuses. La politique préconise aussi de favoriser la suppression des obstacles qui dissuadent les femmes rurales de lancer des micro- et petites entreprises, et de proposer aux femmes des formations appropriées et d'autres services d'appui au développement des entreprises.
10. Le programme proposé permet d'appliquer sans réserve la politique de ciblage du FIDA, car: i) il promeut la participation active de catégories de la population rurale qui, traditionnellement, accèdent plus difficilement aux ressources et aux services de développement (c'est-à-dire les autochtones, les habitants d'ascendance africaine et les jeunes femmes des zones rurales); et ii) il contribue à améliorer le sort des femmes autochtones, ce qui est l'un des objectifs de la Politique du FIDA relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones (2009).

Contribution du programme aux autres programmes de pays et projets

11. La lenteur du développement et de l'amélioration des entreprises rurales des femmes, conjuguée à la situation socioéconomique des femmes rurales dans la région LAC, justifie l'examen des différentes approches qui sont adoptées dans la conception des projets en cours d'exécution pour appuyer les femmes rurales. Le programme apporte une valeur ajoutée aux efforts déployés par le FIDA et ONU-Femmes pour améliorer l'égalité hommes-femmes dans les trois pays sélectionnés car: i) il étudie les approches et les outils novateurs susceptibles d'améliorer et de développer, d'une manière efficace et significative, les entreprises gérées par des femmes rurales; et ii) il aide les femmes à faire entendre leur voix dans les processus de développement de leurs communautés et de leurs pays. Les

synergies et la coordination avec les activités relatives à la problématique hommes-femmes, qui sont actuellement conduites dans des projets financés par le FIDA et ONU-Femmes, sont essentielles pour promouvoir les complémentarités. Les supports de diffusion des connaissances qui seront produits pendant l'exécution seront utilisés pour donner aux femmes l'appui stratégique dont elles ont grand besoin.

12. Compte tenu de l'enracinement profond des disparités, le traitement équitable des femmes et des hommes est certes utile mais il ne représente qu'une stratégie permettant d'exploiter la contribution indéniable des femmes à la réduction de la pauvreté. Des stratégies spécifiques et plus efficaces doivent être élaborées pour corriger les politiques, les lois, les procédures, les normes, les croyances, les pratiques et les comportements qui favorisent le maintien des inégalités entre hommes et femmes dans le monde du travail et empêchent les femmes de faire entendre leur voix. Le programme proposé donne l'occasion de générer des savoirs fondés sur l'expérience, pour améliorer les entreprises gérées par des femmes et renforcer la participation de ces dernières à la concertation sur les politiques et à la programmation du développement local. Cette démarche, qui est cohérente avec la finalité de l'instrument de financement sous forme de dons, pourrait contribuer considérablement à améliorer les programmes de pays du FIDA.

III. Le programme proposé

13. La finalité du programme est de contribuer à l'autonomisation économique des femmes rurales entrepreneurs du Mexique, du Guatemala et du Nicaragua.
14. Les objectifs du programme sont les suivants:
 - i) trouver des approches et des processus plus efficaces pour renforcer la capacité des femmes rurales exclues à mieux gérer leurs entreprises et à mieux les insérer dans le marché; et
 - ii) étudier les techniques susceptibles d'aider efficacement les femmes à faire entendre leur voix et à acquérir le pouvoir d'influencer les priorités, les opérations et les processus de développement local, ainsi que les politiques qui s'y rattachent.
15. Le programme sera exécuté au Mexique, au Guatemala et au Nicaragua; les pays ont été sélectionnés en fonction des critères qui ont été évoqués précédemment au paragraphe 5.
16. Le groupe cible du projet couvrira 180 entreprises appartenant à des groupements de femmes (formels ou informels), ce qui représente approximativement 3 600 femmes rurales. Au moins 60% d'entre elles seront des autochtones ou des femmes d'ascendance africaine et, dans ce groupe, 30% seront de jeunes femmes¹⁰. Le programme fournira un appui pour les produits qui sont traditionnellement l'apanage des femmes mais aussi pour les produits qui ne sont pas spécifiquement associés à elles mais qui sont potentiellement intéressants au plan économique et qui pourraient donner naissance à des entreprises prospères.
17. Le programme sera exécuté sur une durée de trois ans et sera articulé autour de deux composantes techniques, à savoir: i) développement des entreprises rurales; et ii) voix et savoirs.
18. Dans le cadre de la **composante développement des entreprises rurales**, les activités réalisées faciliteront l'accès à une grande variété de services de développement des entreprises, ce qui donnera aux femmes rurales entrepreneurs la capacité de développer et d'améliorer durablement leurs entreprises. Il s'agira notamment des activités suivantes: i) sensibilisation et appui pour informer les

¹⁰ Par jeune femme on entend normalement les femmes âgées de 15 ans à 24 ans. On sait que quelques très jeunes femmes sont déjà membres des groupes existants.

groupes cibles sur le programme et renforcer les liens entre les femmes et les prestataires de services existants; ii) gestion d'un fonds qui octroiera des dons à l'issue d'un processus compétitif pour financer des petites et moyennes entreprises gérées par des groupements dans le secteur agricole et des activités connexes dans les zones rurales. Le fonds sera utilisé pour acheter du matériel, moderniser les installations de production et payer la vaste gamme de services techniques qui permettront aux femmes de développer leurs entreprises et de les rendre plus rentables et viables.

19. **Composante voix et savoirs.** Étant donné que le changement des politiques et des programmes institutionnels locaux représente le meilleur moyen de tirer parti des possibilités d'autonomisation économique des femmes et de corriger les obstacles qui la freinent, cette composante prévoit d'utiliser l'expérience accumulée dans le cadre de la première composante, pour aider les femmes à lancer un dialogue stratégique, en premier lieu avec les autorités responsables du développement local. Les deux objectifs de la composante sont les suivants: vérifier, par le biais de l'expérience, les réglementations, les politiques ou les pratiques qui sapent le fonctionnement des entreprises des femmes et repérer les circuits à activer pour corriger efficacement les problèmes au moyen d'un dialogue; et suivre, documenter et diffuser les enseignements qui auront été tirés de l'expérience et les savoirs qui auront été générés. Les produits attendus sont des supports de diffusion des connaissances, notamment un manuel ou un ensemble d'outils relatifs aux moyens de promouvoir les entreprises gérées par des femmes dans les zones rurales, et des publications, telles que *Voices From the Field*, sur l'autonomisation des femmes rurales vulnérables, qui décrivent à la fois les dimensions économiques et politiques du processus d'autonomisation.
20. Les activités comprendront un travail d'organisation préliminaire qui consistera à: i) travailler en étroite collaboration avec les projets en cours d'exécution du FIDA et de ONU-Femmes pour établir un diagnostic initial de la situation de départ dans les zones ciblées; ii) étayer la composante Voix et savoirs, moyennant la participation aux itinéraires d'apprentissage pour favoriser l'échange d'expériences entre femmes entrepreneurs et la dissémination des résultats et des meilleures pratiques, et moyennant la participation à des ateliers et des manifestations d'apprentissage pour conduire une réflexion constructive sur les activités, les approches et les stratégies du programme; et iii) appuyer la participation à la concertation sur les politiques, éventuellement dans le cadre de réseaux, notamment en collaborant avec ceux qui existent déjà et qui s'adressent aux femmes autochtones et d'ascendance africaine et aux jeunes femmes. Cette démarche permettra de promouvoir la visibilité des groupements de femmes rurales et, potentiellement, par le biais des réseaux, d'influencer plus largement les politiques et la planification relatives aux entreprises et au développement.

IV. Produits et avantages escomptés

21. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:
- les entreprises ciblées améliorent leurs ventes, étoffent leurs actifs et sont rentables sur le long terme;
 - grâce aux compétences et aux savoirs acquis, les groupements de femmes ciblés gèrent avec efficacité des entreprises rentables;
 - les femmes des groupements ciblés influencent les priorités et les programmes de développement local ainsi que les politiques et les stratégies publiques pertinentes qui ont une incidence sur les femmes conduisant des activités économiques rentables; et
 - de nouveaux outils sont mis au point et de nouveaux supports de connaissances sont élaborés afin de promouvoir plus efficacement l'autonomisation économique des femmes dans les futurs projets.

V. Modalités d'exécution

22. L'unité d'exécution du programme sera hébergée par le bureau sous-régional de ONU-Femmes, qui couvre le Mexique, l'Amérique centrale, Cuba et la République dominicaine et dont les bureaux sont situés à Mexico. Le personnel du programme se composera d'un chargé de programme et d'un assistant financier. La directrice du programme régional de ONU-Femmes et l'équipe chargée des opérations au bureau sous-régional (ressources humaines, finances, technologies de l'information, passation des marchés et communication) fourniront l'appui stratégique et administratif nécessaire pour l'exécution au jour le jour. L'unité d'exécution du programme gèrera les fonds du don. Les fonds seront accessibles aux groupements de femmes qui introduiront une demande et qui seront sélectionnés à l'issue d'un processus compétitif fondé sur des critères propres à chaque pays. Le bureau sous-régional fournira des orientations techniques aux trois équipes de pays et suivra la sélection des entreprises collectives qui bénéficieront des fonds du don. L'unité d'exécution du programme sera responsable de la gestion des aspects suivants: recrutement d'experts sous contrat, sensibilisation, activités de formation, appui à l'apprentissage par les pairs et au travail en réseau, collecte des données et élaboration des supports de diffusion des savoirs.
23. Au niveau national, le programme recrutera des coordinateurs de programme sur le terrain qui seront chargés, au cours de l'exécution, de gérer et de coordonner la réalisation des activités pendant des périodes spécifiques. Le coordinateur de programme sur le terrain sera associé au travail de cartographie préliminaire dans les zones ciblées et à l'élaboration finale des critères de sélection retenus au niveau de chaque pays pour choisir les entreprises bénéficiaires des fonds du don; il contribuera à la planification de l'exécution; et il assurera le suivi des activités conduites au niveau du pays et en fera rapport. Il travaillera sous la supervision de la directrice du programme régional de ONU-Femmes et collaborera étroitement avec le personnel de projet du FIDA du pays concerné. Il sera aussi chargé de garantir les synergies avec les projets de développement rural en cours d'exécution qui sont appuyés par ONU-Femmes et le FIDA et, plus largement, avec les opérations financées par d'autres partenaires de développement. La coordination avec toutes les parties prenantes concernées – organisations féminines engagées dans le développement des entreprises, organismes des Nations Unies, donateurs, institutions du secteur public et de la société civile, établissements universitaires et de recherche – revêtira une importance capitale. Le FIDA et ONU-Femmes assureront la supervision conjointe du programme. Du point de vue opérationnel, la supervision sera assurée dans le cadre de la supervision semestrielle des projets du FIDA dans chaque pays concerné. Chacune des deux institutions sera responsable des dispositions budgétaires relatives à la supervision.
24. Dans chacun des trois pays participants, un mécanisme national d'orientation et de coordination du programme sera établi, conformément à ce qui se fait pour d'autres projets de développement rural. Ses membres comprendront le coordinateur de pays de ONU-Femmes, des représentants du FIDA et du gouvernement¹¹ et une représentante d'une organisation nationale ou régionale des femmes rurales. Ce mécanisme formulera les orientations qui faciliteront la mise en place des synergies et la coordination des activités du programme proposé avec celles des autres projets qui sont financés par le FIDA et ONU-Femmes et des programmes qui sont conduits par le gouvernement, dans chaque pays concerné. La participation de représentants du gouvernement dans le mécanisme de coordination contribuera à favoriser l'appropriation du projet.

¹¹ Par exemple, le ministère de l'agriculture, le ministère de l'économie et les institutions publiques responsables des exportations et du développement des petites entreprises.

VI. Coût et financement indicatifs du programme et dispositions fiduciaires

25. Le montant total des coûts du programme, sur la période d'exécution de trois ans, est estimé à 2,5 millions d'USD pour le FIDA et à 320 000 USD pour ONU-Femmes.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>ONU-Femmes</i>
1	Fonds du don attribués selon un processus compétitif	1 500	-
2	Services professionnels/consultants	340	-
3	Formation, ateliers et visites d'échange	240	-
4	Frais de voyage	120	-
5	Dépenses de fonctionnement	100	20
6	Personnel (y compris sous-traitance)	25	300
7	Frais généraux	175	-
	Total	2 500	320

26. Conformément aux Conditions générales applicables aux accords de don du FIDA relatifs à des montants importants, le bénéficiaire tient des registres et des livres comptables distincts pour le don, préparés conformément à des principes comptables internationalement reconnus. De plus, le bénéficiaire garantit que l'audit couvre l'intégralité de la période d'exécution du programme et fait vérifier chaque année ses comptes institutionnels par un cabinet d'audit indépendant agréé par le Fonds, conformément aux normes internationales d'audit. Le bénéficiaire remet au Fonds une copie de ses états financiers vérifiés, qui font spécifiquement référence au don, dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice budgétaire du bénéficiaire. Le bénéficiaire veille à communiquer, dans ses états financiers vérifiés ou séparément, une lettre d'opinion de l'audit relative aux états de dépenses soumis au Fonds pendant l'exercice budgétaire, dûment rédigée par le commissaire aux comptes.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To contribute to the economic empowerment of Rural Women Entrepreneurs in Mexico, Guatemala and Nicaragua.	<ul style="list-style-type: none"> • % increase in income of rural women • % increase in assets owned and managed by rural women • % increase in the number of rural women in leadership positions in rural enterprises, organizations and public institutions. • Child malnutrition 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD and UN-women baseline and impact surveys • National Socio-economic statistics • Learning Notes form Participatory monitoring • Final evaluation. • Business plan for collecting information in specific section data & tracking progress aimed at enterprises of beneficiaries. 	
Objectives	<p>Specific objective 1: To investigate more effective approaches and processes of building the capacity of excluded rural women to better manage and commercialize their business enterprises.</p> <p>Strategic objective 2: To explore effective techniques for enhancing women voices and power to influence local development priorities, operations and processes; and relevant policies.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 60% of the 180 target enterprises increase their sales and assets and are sustainably profitable • 60% of target 3,600 women – half of them indigenous, afro-descendants and 30% girls - are better skilled and knowledgeable to effectively and efficiently manage and run their business • 60% of target women improve access to a broad range of services • 60% Self-esteem among target women improved • Tools and approaches for enhancing women power to influence local development priorities processes and policies tested and disseminated • 60% of target women – half of them indigenous and afro-descendants and 30% young women - influence local planning processes of local public authorities and participate in policy-dialogue events. 	<ul style="list-style-type: none"> • Learning notes from participatory monitoring system • Workshops reports • Final evaluation report • Business plan for collecting information in specific section data & tracking progress aimed at enterprises of beneficiaries. • workshops reports • Project Final evaluation • Manuals and publications on the project's experience 	<p>The existing critical mass of dynamic women entrepreneurs are willing to participate in the project</p> <p>Political and economic instability and natural disasters could negatively affect the project's results.</p> <p>No major resistance to women participation in political processes</p>

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1. Business plans developed, financed and implemented 2. Training and technical assistance provided to women's businesses 3. Learning routes implemented 4. Policy-dialogue meetings, exchange visits, fairs and forums organized 5. Review of existing tools undertaken 6. Learning events and International workshop 7. Toolkits developed. 	<ul style="list-style-type: none"> • 180 business plans developed, financed and implemented • 180 contracts issued with service-providers • 8 learning routes implemented • 180 women and other key actors participate in learning routes • Policy-dialogue meetings, exchange visits, fairs and forums organized • Learning events and an international workshop organized • A review of existing tools published and disseminated • A toolkit developed, published and disseminated. 	<ul style="list-style-type: none"> • Learning Notes from Participatory monitoring Learning • Manuals, publications on Project's Experience. • Progress and supervision report • Mid-term review • Project's website 	<p>Transparency and equity in allocation of funding and opportunities.</p> <p>Mitigation Measure: Work through selection committees that widely represented</p>
	8.	•	•	
Key Activities	<ol style="list-style-type: none"> 1. Information activities 2. Competitive grant financing 3. The preliminary mapping 4. Mapping and developing of tools 5. Learning routes 6. Learning events and International workshop 	<p>A budget of US\$ 2.82 million is provided as follows: IFAD: US\$2.5 million UN Women: US\$320,000</p>	<ul style="list-style-type: none"> • AWPB • Project's website • Supervision reports 	